

## NOTICE SUR L'ASSURANCE FACULTATIVE

Cette Notice est le résumé de la convention d'assurance collective n° 2702/667, réservée aux titulaires d'un compte de crédit renouvelable consenti par **BNP Paribas Personal Finance**, Société Anonyme au capital de 529 548 810 euros – 542 097 902 R.C.S Paris – Siège Social : 1, boulevard Haussmann – 75009 Paris – n° ORIAS : 07 023 128 ([www.orias.fr](http://www.orias.fr)) ci-après dénommé "le Prêteur", entreprise soumise à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, 61 rue Taitbout – 75009 Paris, et souscrite par ce dernier auprès de : **CARDIF Assurance Vie** - S. A. au capital de 719 167 488 euros - 732 028 154 R.C.S Paris - Siège social : 1, boulevard Haussmann - 75009 Paris pour les risques décès et perte totale et irréversible d'autonomie, et **CARDIF-Assurances Risques Divers** - S. A. au capital de 16 875 840 euros - 308 896 547 R.C.S Paris - Siège social : 1, boulevard Haussmann - 75009 Paris pour les risques perte d'emploi et incapacité temporaire totale de travail, ci-après dénommées "l'Assureur" ou "CARDIF" – Entreprises régies par le Code des assurances."

### LEXIQUE

**Accident** : atteinte corporelle non intentionnelle de la part de l'Assuré, provenant de l'action soudaine et imprévisible d'une cause extérieure. Ne sont donc pas des accidents au sens du contrat : le suicide et les suites et conséquences des tentatives de suicide ; les maladies, leurs conséquences ainsi que les interventions chirurgicales et leurs suites directes ou indirectes. A titre d'exemple, un « accident vasculaire » ou une hémorragie interne sans cause traumatique ne sont pas des accidents.

**Adhérent** : personne physique, titulaire d'un compte de crédit renouvelable consenti par le Prêteur en France et ayant signé la Demande d'adhésion. Il est le payeur des cotisations et également dénommé « Assuré ».

**Carence** : période au cours de laquelle la garantie ne s'applique pas.

**Contrat à distance** : tout contrat conclu entre un professionnel et un consommateur, dans le cadre d'un système organisé de vente ou de prestation de services à distance, sans la présence physique simultanée des parties, par le recours exclusif à une ou plusieurs techniques de communication à distance, jusqu'à et y compris la conclusion de l'adhésion (téléphone, e-mail...).

**Espace Economique Européen** : les États membres de l'Union européenne ainsi que l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège.

**Franchise** : nombre minimum de jours consécutifs d'arrêt de travail ou de chômage au-delà duquel une indemnisation est possible.

**Incapacité Temporaire Totale de Travail (ITT)** : est considéré en état d'Incapacité Temporaire Totale de Travail par l'Assureur, l'Assuré dont l'état de santé, constaté sur prescription médicale par suite de maladie ou d'accident, interdit l'exercice d'une activité professionnelle et qui, en outre, n'exerce aucune autre activité ou occupation, même de surveillance ou de direction, susceptible de lui procurer salaire, gain ou profit.

**Perte d'Emploi suite à un licenciement** : est considérée comme une Perte d'Emploi suite à un licenciement, le licenciement de l'Assuré, ouvrant droit au versement des allocations de chômage de la part du Pôle Emploi ou organismes assimilés.

Ne sont donc pas considérés comme des « Pertes d'Emploi suite à un licenciement » :

- les démissions y compris celles donnant droit à une prise en charge par le Pôle Emploi ou organismes assimilés ou par un régime privé d'assurance chômage réservé aux dirigeants d'entreprise ;
- les résiliations de contrat de travail en cours ou en fin de période d'essai ;
- le chômage partiel.

Les ruptures conventionnelles ne sont pas assimilées à un licenciement au titre du présent contrat.

**Perte Totale et Irréversible d'Autonomie (PTIA)** : est considéré en état de Perte Totale et Irréversible d'Autonomie, l'Assuré :

- reconnu inapte par l'Assureur à tout travail à la suite d'une maladie ou d'un accident, et définitivement incapable de se livrer à une activité, même de surveillance ou de direction, susceptible de lui procurer salaire, gain ou profit, et devant avoir recours à l'assistance d'une tierce personne pour effectuer au moins trois des quatre actes ordinaires de la vie courante (se laver, se nourrir, se vêtir, se déplacer).

et

- Exerçant une activité professionnelle rémunérée ou percevant des allocations Pôle Emploi ou d'organismes assimilés au jour du sinistre.

**Signature** : signature manuscrite ou électronique

**Union européenne** (au 1<sup>er</sup> juillet 2015) : Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre (partie grecque), Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République Tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie, Suède.

### Article 1 - Objet du contrat :

Le présent contrat a pour objet de garantir l'Adhérent contre les risques de Décès, de Perte Totale et Irréversible d'Autonomie, d'Incapacité Temporaire Totale de Travail et de Perte d'Emploi suite à un licenciement survenant avant le terme de ses engagements au titre du crédit consenti par le Prêteur.

Au titre du présent contrat, le montant du crédit garanti **ne peut excéder 16 000 euros**.

En fonction de son âge et de sa situation professionnelle, l'Adhérent peut opter pour l'une des formules de garanties suivantes:

- **D** "Décès" (D) seul ;
- **DIM** "Décès" (D), "Perte Totale et Irréversible d'Autonomie" (I), "Incapacité Temporaire Totale de travail" (M) ;

- **DIMC** "Décès" (D), "Perte Totale et Irréversible d'Autonomie" (I), "Incapacité Temporaire Totale de travail" (M), "Perte d'Emploi suite à Licenciement" (C).

**Le changement de formule en cours d'adhésion est impossible.**

## **Article 2 - Conditions d'admission :**

Est admissible à la présente assurance et sera désignée sous le terme d'Assuré, toute personne physique résidente en France et ayant rempli et signé la demande d'adhésion.

**En cas de prêt consenti à deux emprunteurs distincts, le co-emprunteur ne peut pas adhérer à cette assurance. Il ne sera donc pas couvert par le présent contrat.**

Conditions d'admission complémentaires, à la date de signature de la demande d'adhésion:

Pour la formule **D** « Décès seul » :

- être âgé de plus de 18 ans et de moins de 75 ans

Pour la formule **DIM** :

- être âgé de plus de 18 ans et de moins de 65 ans

- exercer une activité professionnelle (salarisée ou non) ou percevoir des allocations du Pôle Emploi ou organismes assimilés

Pour la formule **DIMC** :

- être âgé de plus de 18 ans et de moins de 55 ans

- exercer une activité professionnelle salarivée en Contrat à Durée Indéterminée

Nous attirons votre attention sur le fait que toute réticence, fausse déclaration intentionnelle, omission ou déclaration inexacte peut entraîner l'application des sanctions prévues par les articles :

> L.113-8 du Code des assurances : « indépendamment des causes ordinaires de nullité, et sous réserve des dispositions de l'article L. 132-26, le contrat d'assurance est nul en cas de réticence ou de fausse déclaration intentionnelle de la part de l'assuré, quand cette réticence ou cette fausse déclaration change l'objet du risque ou en diminue l'opinion pour l'assureur, alors même que le risque omis ou dénaturé par l'assuré a été sans influence sur le sinistre. Les primes payées demeurent alors acquises à l'assureur, qui a droit au paiement de toutes les primes échues à titre de dommages et intérêts. »

ou > L.113-9 du Code des assurances : « L'omission ou la déclaration inexacte de la part de l'assuré dont la mauvaise foi n'est pas établie n'entraîne pas la nullité de l'assurance. Si elle est constatée avant tout sinistre, l'assureur a le droit soit de maintenir le contrat, moyennant une augmentation de prime acceptée par l'assuré, soit de résilier le contrat dix jours après notification adressée à l'assuré par lettre recommandée, en restituant la portion de la prime payée pour le temps où l'assurance ne court plus.

Dans le cas où la constatation n'a lieu qu'après un sinistre, l'indemnité est réduite en proportion du taux des primes payées par rapport au taux des primes qui auraient été dues, si les risques avaient été complètement et exactement déclarés. »

## **Article 3 – Conclusion du contrat, prise d'effet et durée des garanties :**

### **• Date de conclusion du contrat :**

Le contrat est conclu en cas de vente en face à face ou d'adhésion à distance, à la date de signature de la Demande d'adhésion.

### **- Durée du contrat :**

**Le contrat est conclu pour un an, et se renouvelle annuellement par tacite reconduction.**

### **• Date de prise d'effet des garanties :**

#### **- Lorsque le sinistre est d'origine accidentelle :**

Les garanties décès, Perte Totale et Irréversible d'Autonomie et Incapacité Temporaire Totale de travail prennent effet à la date de conclusion du contrat

La garantie Perte d'Emploi suite à Licenciement ne peut pas être d'origine accidentelle.

#### **• Dans les autres cas :**

Toutes les garanties prennent effet, **après un délai de carence de 180 jours à compter de la date de conclusion du contrat.**

**• Cas particulier :** le crédit remplace un crédit déjà assuré depuis plus de 180 jours :

- si vous choisissez une formule identique ou moins couvrante que celle choisie pour le crédit initial : aucun délai de carence n'est appliqué.

- Si vous choisissez une formule plus couvrante que celle choisie pour le crédit initial: la carence s'applique aux garanties supplémentaires (non souscrites initialement), Toutefois, cette carence ne s'appliquera pas aux garanties décès, Perte Totale et Irréversible d'Autonomie et Incapacité Temporaire Totale de travail si le sinistre est d'origine accidentelle.

Lorsque l'assurance est payante, la prise d'effet est conditionnée à l'encaissement effectif de la première cotisation par l'Assureur.

Toutefois, en cas de vente à distance, vous êtes couvert gratuitement selon la formule choisie pour la période comprise entre le déblocage des fonds et la fin du délai de renonciation. Pendant cette période, les garanties Décès, Perte Totale et Irréversible d'Autonomie, et Incapacité Temporaire Totale de Travail pourront donc être mises en œuvre si le sinistre est d'origine accidentelle.

#### **• Cessation des garanties :**

##### **Les garanties cessent :**

- en cas de non-paiement des primes d'assurance conformément à l'article L 113-3 du Code des assurances,

- à la date d'expiration des engagements de l'Assuré, tels que définis dans le contrat de crédit et ses avenants éventuels,

- en cas de mise en place d'un plan conventionnel ou de mesures recommandées dans le cadre d'une procédure de traitement du surendettement des particuliers ne prévoyant pas le maintien du paiement de la prime,
- en cas de remboursement anticipé total du prêt quelle qu'en soit la cause,
- en cas de résiliation du contrat d'assurance demandée par l'Adhérent à l'expiration d'un délai d'un an par lettre recommandée adressée à BNP Paribas Personal Finance - Service Client - 95908 Cergy Pontoise Cedex 9 au moins deux mois avant la date d'échéance. Ce droit de résiliation appartient à l'Assureur dans les mêmes conditions.
- à la date de la mise en jeu des garanties Décès ou Perte Totale et Irréversible d'Autonomie de l'Assuré

**De plus, les garanties cessent, au plus tard :**

- **pour la garantie Décès**, dès la fin du mois du 80<sup>ème</sup> anniversaire de l'Adhérent.
- **pour les garanties Perte Totale et Irréversible d'Autonomie et Incapacité Temporaire Totale de travail** dès la fin du mois où survient l'un des événements suivants :
  - le 67<sup>ème</sup> anniversaire de l'Adhérent,
  - la cessation définitive de l'activité professionnelle de l'Adhérent (sauf pour raisons médicales),
  - le départ ou la mise en préretraite ou en retraite de l'Adhérent (sauf pour raisons médicales),
  - la liquidation de toute pension de retraite (sauf pour raisons médicales).
- **pour la garantie Perte d'Emploi suite à un licenciement**, dès la fin du mois où survient l'un des événements suivants :
  - la reprise d'une activité professionnelle (même partielle),
  - la fin d'éligibilité définitive de l'Assuré au versement des allocations de chômage par le Pôle Emploi ou organisme assimilé,
  - la cessation définitive de l'activité professionnelle de l'Adhérent,
  - le départ ou mise en préretraite ou en retraite de l'Adhérent,
  - la liquidation de toute pension de retraite.

**Article 4 - Garantie "Décès" (D) :**

L'Assureur règle au Prêteur le solde du compte de crédit renouvelable à la date du décès.

Lorsque le sinistre n'est pas d'origine accidentelle, il doit s'être produit après le délai de carence de 180 jours pour être indemnisé par l'Assureur.

**Article 5 - Garantie "Perte Totale et Irréversible d'Autonomie" (I):**

Pour bénéficier de la garantie Perte Totale et Irréversible d'Autonomie, l'Assuré doit exercer une activité professionnelle ou percevoir des allocations du Pôle Emploi ou organismes assimilés au jour du sinistre.

L'Assureur règle au Prêteur le solde du compte de crédit renouvelable à la date de la constatation médicale de l'état ayant entraîné la Perte Totale et Irréversible d'Autonomie reconnu par l'Assureur, diminué des prises en charge faites au titre de la garantie Incapacité Temporaire Totale de travail.

Lorsque le sinistre n'est pas d'origine accidentelle, il doit s'être produit après le délai de carence de 180 jours pour être indemnisé par l'Assureur.

**Article 6 - Garantie "Incapacité Temporaire Totale de travail" (M):**

Pour bénéficier de la garantie Incapacité Temporaire Totale de travail, l'Assuré doit :

- être en interruption totale et continue de travail constatée médicalement depuis au moins 30 ou 90 jours consécutifs (franchise différente selon la formule souscrite) par suite de maladie ou d'accident survenu(e) après la date de prise d'effet de la garantie,
- exercer une activité professionnelle ou percevoir des allocations du Pôle Emploi ou organismes assimilés au 1er jour d'arrêt de travail.

**- Si vous avez souscrit la formule DIMC :**

Si le sinistre est d'origine accidentelle :

A l'expiration d'un délai de franchise **de 90 jours consécutifs** d'Incapacité Temporaire Totale de travail, l'Assureur règle au Prêteur les mensualités de crédit venant à échéance **dans les limites fixées par l'Article 8 LIMITATION DES GARANTIES**.

Dans les autres cas :

En tenant compte du délai de carence de 180 jours, la prise en charge de l'Assureur, intervient au plus tôt après le 91<sup>ème</sup> jour d'Incapacité Temporaire Totale de travail (franchise) soit le 271<sup>ème</sup> jour suivant la date de signature de la demande d'adhésion et dans les limites et conditions fixées par l'Article 8 LIMITATION DES GARANTIES.

**- Si vous avez souscrit la formule DIM :**

Si le sinistre est d'origine accidentelle

A l'expiration d'un délai de franchise de 30 jours consécutifs d'Incapacité Temporaire Totale de travail, l'Assureur règle au Prêteur les mensualités de crédit venant à échéance dans les limites fixées par l'Article 8 LIMITATION DES GARANTIES

Dans les autres cas :

En tenant compte du délai de carence de 180 jours, la prise en charge de l'Assureur, intervient au plus tôt après le 31<sup>ème</sup> jour d'Incapacité Temporaire Totale de travail (franchise) soit le 211<sup>ème</sup> jour suivant la date de signature de la demande d'adhésion et dans les limites et conditions fixées par l'Article 8 LIMITATION DES GARANTIES.

**Article 7 - Garantie "Perte d'Emploi suite à un licenciement"(C) :**

Pour pouvoir bénéficier de la garantie Perte d'Emploi suite à un licenciement, l'Assuré doit :

- avoir fait l'objet d'un licenciement notifié plus de 180 jours (délai de carence) après la date de conclusion du contrat ;

- percevoir une indemnisation de la part de Pôle Emploi ou organismes assimilés ;
- être en interruption totale et continue de travail suite à cette Perte d'Emploi depuis au moins 90 jours consécutifs (franchise).

A l'expiration d'une période de franchise de 90 jours consécutifs de chômage total et continu indemnisé par Pôle Emploi ou d'autres organismes assimilés, l'Assureur règle au Prêteur les mensualités de crédit venant à échéance à partir du 91ème jour suivant le premier jour d'indemnisation par Pôle Emploi ou d'autres organismes assimilés.

**En tenant compte du délai de carence de 180 jours, la prise en charge de l'Assureur au titre de la Perte d'Emploi intervient au plus tôt après le 91ème jour d'arrêt de travail (franchise) soit le 271<sup>ème</sup> jour suivant la date de signature de la demande d'adhésion et dans les limites et conditions fixées par l'Article 8 LIMITATION DES GARANTIES.**

#### **Article 8 – Limitation des garanties :**

Pour la garantie Incapacité Temporaire Totale de travail **la prise en charge ne pourra excéder 18 remboursements mensuels en un ou plusieurs sinistres, les droits étant reconstitués 2 ans après la dernière mensualité prise en charge.**

Pour la garantie Perte d'Emploi suite à un licenciement, **la prise en charge ne pourra excéder 18 remboursements mensuels en un ou plusieurs sinistres, les droits étant reconstitués 2 ans après la dernière mensualité prise en charge.**

Par ailleurs, il est précisé que :

Toute constatation médicale de l'état de santé **doit être réalisée par un médecin exerçant son activité dans un pays membre de l'Union Européenne.**

- Pour la garantie « Incapacité Temporaire Totale de travail » :

- le montant du remboursement pris en compte est égal au remboursement mensuel en vigueur au 1er jour d'arrêt de travail,

- le montant du règlement total ne pourra excéder le montant du solde débiteur du compte de crédit renouvelable au 1er jour d'arrêt de travail et n'inclut pas les utilisations postérieures ;

- en cas de rechute pour les mêmes causes de maladie ou d'accident, survenant après une reprise d'activité professionnelle :

- si **vous avez repris le travail pendant plus de 12 mois sans consultation médicale, sans traitement et sans hospitalisation pour ces mêmes causes, votre rechute est considérée comme un nouveau sinistre indépendant du premier**

-  **dans tous les autres cas, la rechute est considérée comme une suite de votre précédent arrêt de travail** : prise en charge dès le 1er jour du nouvel arrêt, règlement à concurrence du montant du solde débiteur du compte de crédit renouvelable au 1er jour du 1er arrêt de travail, diminué des sommes déjà réglées.

- **Pour la garantie « Perte d'Emploi suite à un licenciement » :**

- le montant du remboursement pris en compte est égal au remboursement mensuel en vigueur à la date de notification du licenciement,

- le montant du règlement total ne pourra excéder le montant du solde débiteur de votre compte de crédit renouvelable à la date de notification du licenciement et n'inclut pas les utilisations postérieures,

- la prise en charge au titre de la garantie est interrompue en cas de suspension du versement des indemnités Pôle Emploi ou d'autres organismes assimilés. Elle reprendra, **à compter du 1er jour de reprise du versement des indemnités Pôle Emploi ou d'autres organismes assimilés si l'interruption est inférieure à 120 jours.**

**Si l'interruption est supérieure à 120 jours, la prise en charge au titre de la garantie reprendra à compter du 91ème jour suivant la date de reprise du versement des indemnités Pôle Emploi ou d'autres organismes assimilés** sans que le montant du règlement total puisse excéder le montant du solde débiteur au jour de notification du 1<sup>er</sup> licenciement.

- L'indemnisation au titre de la garantie cesse si une prise en charge est acceptée par l'Assureur au titre de la garantie "Incapacité Temporaire Totale de travail".

#### **Article 9 – Exclusions :**

Les conditions d'indemnisation s'appliquent à tout accident ou maladie survenu(e) après la date de prise d'effet des garanties, à l'exclusion des cas suivants et leurs suites, conséquences, rechutes et récidives :

- **les faits intentionnels de l'Assuré,**

- **des suicides intervenus au cours de la première année d'assurance,**

- **des sinistres résultant de l'usage de stupéfiants ou de médicaments à dose non ordonnée médicalement, l'état d'ivresse (taux supérieur ou égal au taux d'alcoolémie défini dans le Code de la route en vigueur au jour du sinistre) lorsque l'Assuré conduisait le véhicule accidenté,**

- **la participation active à des crimes, des délits, des duels ou des luttes, sauf en cas de légitime défense, d'accomplissement du devoir professionnel ou d'assistance à personne en danger,**

- **les conséquences de guerres civiles ou étrangères, d'émeutes, de mouvements populaires, survenant dans un pays n'appartenant pas à l'Espace Economique Européen, ou autre que les Etats-Unis, le Canada ou la Suisse,**

- **les effets directs ou indirects d'explosions, de dégagements de chaleur, et d'irradiation provenant de la transmutation des noyaux d'atome,**

- **la manipulation d'engins explosifs, de produits inflammables ou toxiques, d'armes à feu.**

**En outre, pour la garantie « Incapacité Temporaire Totale de travail » :**

- **des arrêts de travail dus au congé légal de maternité,**

- des atteintes disco-vertébrales et leurs conséquences n'ayant pas nécessité d'intervention chirurgicale dans les 3 mois suivant le 1er jour d'arrêt de travail,
- des troubles anxio-dépressifs, psychiques, psychiatriques, la fibromyalgie, la spasmophilie, et leurs conséquences n'ayant pas nécessité d'hospitalisation d'une durée minimum de 30 jours continus dans les 3 mois suivant le 1er jour d'arrêt de travail. Les conséquences du harcèlement professionnel et du burn-out sont assimilés à des troubles anxio-dépressifs.

En outre, pour la garantie « Perte d'Emploi suite à licenciement » :

- des licenciements notifiés avant la date de prise d'effet de la garantie Perte d'Emploi suite à licenciement,
- des licenciements entre conjoints, ascendants ou descendants,
- des licenciements pour faute grave ou lourde,
- des périodes de formation professionnelle si l'Adhérent perçoit des allocations de formation,
- des ruptures avant terme ou des arrivées à terme des contrats de travail à durée déterminée ou conclus pour la durée d'un chantier survenues dans les 2 premières années d'assurance pour le présent crédit,
- des ruptures avant terme ou des arrivées à terme des contrats de travail à durée déterminée ou conclus pour la durée d'un chantier dont la durée cumulée est inférieure à 2 ans et survenues après les 2 premières années d'assurance pour le présent crédit,
- des ruptures conventionnelles au sens des articles L. 1237-11 et suivants du Code du travail.

#### Article 10 – Conditions de prise en charge :

Pour la demande de prise en charge, il suffit de prévenir le Prêteur qui transmettra la déclaration à l'Assureur. Ce dernier indiquera la liste des pièces justificatives à fournir, et notamment :

en cas de décès :

- Le questionnaire médical fourni par Cardif ou le certificat médical établi par votre médecin traitant ou le médecin ayant constaté le décès et précisant la nature, les circonstances, la date et le lieu du décès
- L'acte de décès

En cas de Perte Totale et Irréversible d'Autonomie :

- Le questionnaire médical fourni par Cardif ou un certificat médical établi par votre médecin traitant ou le médecin ayant constaté l'invalidité et précisant la nature, les circonstances, le degré d'invalidité, la date de mise en invalidité

- La notification de mise en invalidité par la Sécurité Sociale ou organisme assimilé

Pour l'Incapacité Temporaire Totale de travail :

- Le questionnaire médical fourni par Cardif ou un certificat médical par votre médecin traitant ou le médecin ayant constaté l'incapacité et précisant la nature, les circonstances, et la durée prévue de l'incapacité.
- Les décomptes de règlement des indemnités journalières de la Sécurité Sociale ou organisme assimilé,
- Tout document daté de moins de 3 mois justifiant de l'activité professionnelle à la date de survenance du sinistre

Pour la Perte d'Emploi suite à un licenciement :

- La lettre de licenciement remise par l'employeur
- La notification de prise en charge Pôle Emploi ou organisme assimilé
- Les décomptes de prestations versées par les Pôle Emploi ou les organismes assimilés

Les sinistres doivent être déclarés dans **un délai maximum de 12 mois** après leur survenance. **Au-delà de cette date, et si l'Assureur établit que le retard dans la déclaration lui cause un préjudice, ils seront considérés comme s'étant produits le jour de la déclaration.**

Le montant pris en charge correspond au solde du compte de crédit renouvelable au jour du sinistre dans les conditions fixées aux articles 4 et 5 pour les garanties décès et Perte Totale et Irréversible d'Autonomie ou aux mensualités de crédit venant à échéance à compter du sinistre dans les conditions fixées aux articles 6 et 7 pour les garanties Incapacité Temporaire Totale de travail et Perte d'Emploi suite à un licenciement.

Pour apprécier le bien-fondé de la demande de prise en charge, l'Assureur peut réclamer tous documents administratifs ou médicaux, ou se réserver le droit de soumettre l'Assuré à un examen médical qui sera réalisé en France auprès d'un médecin indépendant qu'il désignera à cet effet. Les frais relatifs à l'examen médical sont alors à la charge de l'Assureur. A ses frais, l'Assuré a la possibilité de se faire assister du médecin de son choix ou d'opposer les conclusions de son propre médecin expert.

**Le refus de communiquer ces documents ou de se rendre à l'examen médical sera considéré comme une renonciation aux garanties.**

L'Assureur peut également procéder à tout contrôle en cours de prise en charge dont la conséquence peut être l'arrêt de l'indemnisation.

L'appréciation par l'Assureur des notions d'invalidité ou d'incapacité n'est pas liée à la décision de la Sécurité sociale, du médecin du travail ou tout autre organisme.

Les sommes dues par l'Assureur au titre des prises en charge sont réglées directement au Prêteur.

Sauf circonstances particulières et sous réserve de l'accord de Cardif, tout paiement interviendra par crédit d'un compte bancaire ouvert au nom du Prêteur dans un État membre de l'Union européenne ou partie à l'Espace Économique Européen et sera libellé en euros.

Par conséquent, Cardif pourra légitimement refuser de procéder à tout paiement par crédit d'un compte bancaire ouvert auprès d'un établissement situé sur un autre territoire ou libellé dans une devise autre que l'euro.

**TABLEAU SYNTHETIQUE DE LA CARENCE, DE LA FRANCHISE, ET DE LA PRISE EN CHARGE PAR GARANTIE :**  
L'ensemble des carences, franchises, ainsi que les conditions et limites des prises en charge sont détaillées dans les articles 3 à 8 de la présente notice

GARANTIE	CARENCE		FRANCHISE		PRISE EN CHARGE
	Sinistre accidentel	Autres cas	Formule DIM	Formule DIMC	
<b>D</b>	0 jour	180 jours	0 jour	0 jour	Solde du compte de crédit renouvelable
<b>I</b>					
<b>M</b>			30 jours	90 jours	18 mensualités maximum
<b>C</b>	Sans objet		Sans objet		

#### Article 11 - Coût de l'assurance :

Le coût de l'assurance est indiqué dans l'offre de contrat de crédit et dans la demande d'adhésion. Les primes sont perçues pour le compte de l'Assureur en même temps que les échéances de crédit. Le Prêteur règle mensuellement les primes à l'Assureur. L'Assureur pourra modifier le taux de prime à condition de prévenir l'Adhérent 3 mois avant son entrée en vigueur par l'intermédiaire du Prêteur. Une telle modification ne peut intervenir que si l'évolution des caractéristiques actuarielles du groupe assuré le justifie.

Dans le mois suivant cette notification, l'Adhérent pourra refuser la modification en résiliant par lettre simple son adhésion. A défaut, il sera réputé avoir accepté.

Le taux des cotisations pourra également être révisé à la date d'échéance des cotisations d'assurance la plus proche si les Pouvoirs Publics modifient le taux de la taxe incluse dans les cotisations.

**Le paiement des cotisations doit intervenir par débit d'un compte bancaire ouvert au nom de l'Adhérent dans un État membre de l'Union européenne ou partie de l'Espace économique européen et être libellé en euros.**

**Tout paiement provenant d'un compte ouvert auprès d'un établissement situé sur un autre territoire ou dans une devise autre que l'euro pourra être refusé.**

**A défaut de paiement d'une cotisation ou d'une fraction de cotisation dans les 10 jours qui suivent son échéance, il est adressé à l'adhérent une lettre recommandée l'invitant à s'acquitter du montant dû. Cette lettre recommandée indiquera que si 30 jours après son envoi, la ou les cotisations ou fraction de cotisation due(s) n'est ou ne sont toujours pas payée(s), les garanties peuvent être suspendues. L'assureur a le droit de résilier le contrat 10 jours après l'expiration du délai de 30 jours (article L 113-3 du Code des assurances).**

#### Article 12 - Faculté de renonciation :

**- En cas de démarchage** (conformément à l'article L 112-9 du Code des Assurances) :

*« Toute personne physique qui fait l'objet d'un démarchage à son domicile, à sa résidence ou à son lieu de travail, même à sa demande, et qui signe dans ce cadre une proposition d'assurance ou un contrat à des fins qui n'entrent pas dans le cadre de son activité commerciale ou professionnelle, a la faculté d'y renoncer, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, pendant le délai de 14 jours calendaires révolus à compter de la conclusion du contrat, sans avoir à justifier de motifs ni à supporter de pénalités. »*

Dans ce cas l'Adhérent peut renoncer à son adhésion pendant 14 jours calendaires révolus à compter de la date de signature de la demande d'adhésion, date à laquelle est conclue l'opération d'assurance. L'Adhérent doit pour cela adresser à l'Assureur une lettre recommandée avec avis de réception à l'adresse suivante BNP Paribas Personal Finance - Service Client - 95908 Cergy Pontoise Cedex 9, rédigée par exemple selon le modèle suivant : "Je soussigné (M./Mme, nom, prénom, adresse) déclare renoncer à mon contrat N° Le (date) Signature".

**- En cas de vente à distance ou de vente en face à face**

L'Adhérent bénéficie de la faculté de renonciation selon les modalités ci-dessus. Le délai de renonciation court à compter de la date de signature de la demande d'adhésion.

L'Assureur rembourse, le cas échéant, l'intégralité des sommes éventuellement versées par l'Adhérent dans un délai maximum de 30 jours calendaires révolus à compter de la réception de la lettre de renonciation.

A compter de l'envoi de cette lettre, le contrat et les garanties prennent fin.

#### Article 13 – Généralités :

La langue utilisée pendant les relations précontractuelles et la durée du contrat est le français. Les relations précontractuelles et le présent contrat sont régis par le droit français. Tout litige né de l'exécution, de l'inexécution ou de l'interprétation du présent contrat sera de la compétence des juridictions françaises.

Le Prêteur et les Assurés au titre du présent contrat bénéficient du Fonds de Garantie des assureurs de personnes, dans les limites de la réglementation applicable, pour les seules garanties "Décès", "Perte Totale et Irréversible d'Autonomie" et "Incapacité Temporaire Totale de travail".

#### Article 14 - Demandes d'information et réclamations :

**• Toute réclamation ou demande d'information concernant l'assurance peut être exercée à l'adresse suivante :**

- BNP Paribas Personal Finance
- Service Client
- 95908 Cergy Pontoise Cedex 9

Ou par téléphone au : 09 69 32 05 03 (Prix d'un appel normal)

Nous nous engageons à accuser réception de votre réclamation dans les 10 jours ouvrables à compter de sa réception, sauf si la réponse elle-même est apportée dans ce délai. La réponse à votre réclamation sera apportée dans les meilleurs délais et au plus tard, dans les deux mois de sa réception.

• **En cas de désaccord sur la réponse donnée, vous avez la possibilité de vous adresser par courrier à notre Service qualité réclamations :**

CARDIF  
Service qualité réclamations  
Prévoyance SH 123  
8, rue du Port  
92728 Nanterre Cedex

Nous nous engageons à accuser réception de votre réclamation dans les 10 jours ouvrables à compter de sa réception, sauf si la réponse elle-même est apportée dans ce délai. La réponse à votre réclamation sera apportée dans les meilleurs délais et au plus tard, dans les deux mois de sa réception.

• **Si aucun accord n'a été trouvé et si toutes les voies de recours internes ont été épuisées**, vous ou vos ayants droit pouvez solliciter l'avis du Médiateur de l'Assurance personne extérieure et indépendante de CARDIF, sans préjudice pour vous ou vos ayants droit d'exercer une action en justice.

La procédure de médiation est une procédure écrite, gratuite et confidentielle.

La saisine du Médiateur de l'Assurance peut être effectuée par courrier à :

Le Médiateur de l'Assurance  
TSA 50 110

75441 Paris cedex 09

[le.mediateur@mediation-assurance.org](mailto:le.mediateur@mediation-assurance.org)

Ou par voie électronique, en complétant le formulaire de saisine disponible sur le site internet <http://www.mediation-assurance.org>

La Charte de la Médiation de l'Assurance et les conditions d'accès à la Médiation sont disponibles sur le site internet [www.mediation-assurance.org](http://www.mediation-assurance.org)

Elle peut aussi être obtenue sur simple demande auprès de Cardif.

#### **Article 15 - Prescription :**

Les articles ci-dessous précisent le délai dans lequel les demandes relatives à votre adhésion sont recevables.

Conformément à l'article L. 114-1 du Code des assurances, « toutes actions dérivant d'un contrat d'assurance sont prescrites par deux ans à compter de l'événement qui leur donne naissance.

Toutefois, ce délai ne court :

1° En cas de réticence, omission, déclaration fautive ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance ;

2° En cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

La prescription est portée à dix ans dans les contrats d'assurance sur la vie lorsque le bénéficiaire est une personne distincte du souscripteur et, dans les contrats d'assurance contre les accidents atteignant les personnes, lorsque les bénéficiaires sont les ayants droit de l'assuré décédé ».

Conformément à l'article L.192-1 du Code des assurances « si l'adhérent a sa résidence principale dans les départements du Bas-Rhin, Haut-Rhin et Moselle, le délai prévu à l'article L.114-1, alinéa 1er, est porté à cinq ans en matière d'assurance vie ».

Conformément à l'article L. 114-2 du Code des assurances, « la prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription et par la désignation d'experts à la suite d'un sinistre. L'interruption de la prescription de l'action peut, en outre, résulter de l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par l'assureur à l'assuré en ce qui concerne l'action en paiement de la prime et par l'assuré à l'assureur en ce qui concerne le règlement de l'indemnité. »

Conformément aux dispositions des articles 2240 à 2244 du Code civil:

« La reconnaissance par le débiteur du droit de celui contre lequel il prescrivait interrompt le délai de prescription » ;

> « La demande en justice, même en référé, interrompt le délai de prescription ainsi que le délai de forclusion » ;

> « Il en est de même lorsqu'elle est portée devant une juridiction incompétente ou lorsque l'acte de saisine de la juridiction est annulée par l'effet d'un vice de procédure » ;

> « L'interruption résultant de la demande en justice produit ses effets jusqu'à l'extinction de l'instance » et cette interruption « est non avenue si le demandeur se désiste de sa demande ou laisse périmer l'instance, ou si sa demande est définitivement rejetée » ;

> « Le délai de prescription ou le délai de forclusion est également interrompu par une mesure conservatoire prise en application du code des procédures civiles d'exécution ou un acte d'exécution forcée ».

Conformément à l'article L. 114-3 du Code des assurances, « par dérogation à l'article 2254 du code civil, les parties au contrat d'assurance ne peuvent, même d'un commun accord, ni modifier la durée de la prescription, ni ajouter aux causes de suspension ou d'interruption de celle-ci ».

Conformément aux dispositions des articles 2233 à 2239 du Code civil:

*« La prescription ne court pas : à l'égard d'une créance qui dépend d'une condition, jusqu'à ce que la condition arrive ; à l'égard d'une action en garantie, jusqu'à ce que ce terme soit arrivé » ;*

*> « La prescription ne court pas ou est suspendue contre celui qui est dans l'impossibilité d'agir par suite d'un empêchement résultant de la loi, de la convention ou de la force majeure » ;*

*> « Elle ne court pas ou est suspendue contre les mineurs non émancipés et les majeurs en tutelle, sauf pour les actions en paiement ou en répétition des salaires, arrérages de rente, pensions alimentaires, loyers, fermages, charges locatives, intérêts des sommes prêtées et, généralement, les actions en paiement de tout ce qui est payable par années ou à des termes périodiques plus courts » ;*

*> « Elle ne court pas ou est suspendue entre époux, ainsi qu'entre partenaires liés par un pacte civil de solidarité » ;*

*> « Elle ne court pas ou est suspendue contre l'héritier acceptant à concurrence de l'actif net, à l'égard des créances qu'il a contre la succession » ;*

*> « La prescription est suspendue à compter du jour où, après la survenance d'un litige, les parties conviennent de recourir à la médiation ou à la consolidation ou, à défaut d'accord écrit, à compter du jour de la première réunion de médiation ou de conciliation.*

*La prescription est également suspendue à compter de la conclusion d'une convention de procédure participative. Le délai de prescription recommence à courir, pour une durée qui ne peut être inférieure à six mois, à compter de la date à laquelle soit l'une des parties ou les deux, soit le médiateur ou le conciliateur déclarent que la médiation ou la conciliation est terminée. En cas de convention de procédure participative, le délai de prescription recommence à courir à compter du terme de la convention, pour une durée qui ne peut être inférieure à six mois » ;*

*> « La prescription est également suspendue lorsque le juge fait droit à une demande de mesure d'instruction présentée avant tout procès. Le délai de prescription recommence à courir, pour une durée qui ne peut être inférieure à six mois, à compter du jour où la mesure a été exécutée».*

### **Article 16- Contrat sous forme électronique**

Le présent contrat est sous forme électronique :

- En cas d'adhésion dématérialisée en magasin

**Preuve du Contrat** : La preuve de ce contrat peut être établie conformément aux articles 1366 et 1368 du Code civil. L'Adhérent reconnaît et accepte que les enregistrements informatiques réalisés par le prêteur ont force probante entre les parties.

Vous convenez que la signature électronique utilisée pour signer votre contrat sera admise au même titre qu'une signature manuscrite sur support papier, avec la même force probante

**Accès au Contrat par l'Adhérent** : L'original du contrat, entendu comme le document figé ayant reçu l'accord des parties, est conservé sous forme électronique par le prêteur selon des modalités techniques dûment documentées ( politique d'archivage du SAE ATOS, de certification de la signature, politique de signature / service de signature OTU et politique d'horodatage) permettant de préserver l'intégrité du contrat et d'attester de sa conclusion. Conformément à l'article 1375 du Code civil relatif aux originaux des conventions synallagmatiques, le dispositif technique mis en œuvre par le prêteur permet à l'Adhérent de demander à tout moment d'avoir accès à l'original de son contrat, en suivant les instructions portées sur le courrier électronique envoyé à l'Adhérent après la conclusion du contrat.

L'Adhérent reconnaît et accepte que toute impression papier du contrat constitue une copie, et qu'en cas de litige portant sur le contenu du contrat, seul l'original électronique conservé par le prêteur fera foi, conformément à l'article 1379 du Code civil.

**Acceptation du contrat** : Si le présent contrat présenté à l'Adhérent en magasin convient à l'emprunteur, celui-ci manifeste son acceptation au prêteur en signant celui-ci électroniquement selon les modalités exposées ci-après. L'Adhérent exprime ses choix en cochant des croix et en apposant sa signature manuscrite sur la tablette à la fin de l'adhésion. Le contrat enrichi d'un fichier récapitulatif des consentements et des options choisies par l'Adhérent sont signés électroniquement conformément aux dispositions de l'article 1367 du Code civil : l'Adhérent ayant été dûment identifié par l'intermédiaire le dispositif technique utilisé pour la signature électronique permet de garantir le lien entre la signature de l'Adhérent et le contrat présenté à ce dernier.

- En cas d'adhésion à distance sur le site internet

**Preuve du Contrat** : La preuve de ce contrat peut être établie conformément aux articles 1366 et 1368 du Code civil. L'Adhérent reconnaît et accepte que les enregistrements informatiques réalisés par le prêteur ont force probante entre les parties.

Si l'adhésion à l'assurance facultative est mise en place sur l'espace client du site internet du prêteur : vous êtes responsable de la conservation et de l'utilisation des codes de reconnaissance ( identifiant et mot de passe ) qui vous ont été attribués afin d'adhérer audit contrat sur l'espace client sécurisé. Ces codes sont strictement personnels et confidentiels. Vous vous engagez à les tenir secrets et à prendre toutes les mesures propres à en assurer la confidentialité. Vous ne devez en aucun cas les communiquer à un tiers, y compris à un proche, que ce soit par oral, par écrit, par mail ou en remplissant un formulaire. La saisie de ces codes vaut authentification.

Vous convenez que la signature électronique effectuée en ligne sera admise au même titre qu'une signature manuscrite sur support papier, avec la même force probante. Vous acceptez expressément que toute opération réalisée en utilisant ces codes sera réputée avoir été réalisée par vous.

**Accès au Contrat par l'Adhérent** : L'original du contrat, entendu comme le document figé ayant reçu l'accord des parties, est conservé sous forme électronique par le prêteur selon des modalités techniques dûment documentées permettant de préserver l'intégrité du contrat et d'attester de sa conclusion. Conformément à l'article 1375 du Code civil relatif aux originaux des conventions synallagmatiques, le dispositif technique mis en œuvre par le prêteur permet à l'Adhérent de demander à tout moment d'avoir accès à l'original de son contrat, en suivant les instructions portées sur le courrier électronique envoyé à l'Adhérent après la conclusion du contrat.



L'Adhérent reconnaît et accepte que toute impression papier du contrat constitue une copie, et qu'en cas de litige portant sur le contenu du contrat, seul l'original électronique conservé par le prêteur fera foi, conformément à l'article 1379 du Code civil.

**Acceptation du contrat** : Si le présent contrat convient à l'Adhérent, celui-ci manifeste son acceptation au prêteur en signant celui-ci électroniquement selon les modalités exposées ci-après. L'Adhérent exprime ses choix après avoir pris connaissance de l'ensemble des informations précontractuelles et contractuelles. L'ensemble des options choisies par l'Adhérent fait l'objet d'une signature électronique déclenchée par l'Adhérent associée à un certificat électronique, qui garantit l'intégrité des documents qui ont été visualisés et acceptés par l'Adhérent lors de la présentation du contrat. L'Adhérent reconnaît et accepte que par sa signature électronique, il manifeste son consentement aux obligations qui découlent du contrat. Ce contrat est signé, conformément aux dispositions de l'article 1367 du Code civil : l'Adhérent ayant été dûment identifié, le dispositif technique utilisé pour la signature électronique permet de garantir le lien entre la signature de l'Adhérent et le contrat présenté à ce dernier.

**Article 17 - Contrôle de l'entreprise d'assurance :**

L'organisme chargé du contrôle de CARDIF Assurance Vie et CARDIF-Assurances Risques Divers en tant qu'entreprises d'assurance est l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, 61 rue Taitbout, 75009 PARIS.

**Article 18 - Informatique et Libertés :**

Dans le cadre de la relation d'assurance, CARDIF, est amené à recueillir auprès de l'Adhérent des données personnelles le concernant protégées par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'Informatique, aux Fichiers et aux Libertés. Par ailleurs, CARDIF peut être également amené à recueillir auprès de l'Adhérent des données personnelles concernant ses bénéficiaires. Le caractère obligatoire ou facultatif des données personnelles demandées et les éventuelles conséquences à l'égard de l'Adhérent d'un défaut de réponse sont précisés lors de leur(s) collecte(s). Le responsable du traitement de ces données personnelles est CARDIF qui les utilise principalement pour les finalités suivantes, dans le strict respect du secret médical : gestion de la relation d'assurance, animation commerciale et études statistiques, enquêtes et sondages, évaluation du risque, prévention de la fraude, recouvrement et lutte contre le blanchiment d'argent. À ce titre, l'Adhérent est informé que les données personnelles le concernant peuvent être transmises :

- aux établissements et sous-traitants liés contractuellement à CARDIF pour l'exécution de tâches se rapportant directement aux finalités décrites précédemment ; - aux partenaires commerciaux de CARDIF qui interviennent dans la réalisation d'un produit ou un service souscrit par l'Adhérent aux seules fins d'exécution de leurs obligations contractuelles vis-à-vis de l'Adhérent ou de CARDIF ; - aux sociétés du groupe BNP Paribas, avec lesquelles l'Adhérent est ou sera en relation contractuelle aux fins d'actualisation des données collectées par ces sociétés ; - aux sociétés du groupe BNP Paribas en cas de mise en commun de moyens notamment informatiques ; - à des organismes publics afin de satisfaire aux obligations légales ou réglementaires incombant à CARDIF ; - vers des pays non membres de l'Union Européenne lorsque l'exécution du contrat le nécessite. L'Adhérent accepte que ses conversations téléphoniques avec un conseiller soient écoutées et enregistrées à des fins d'amélioration de la qualité de service et de la formation des conseillers. Enfin, toute déclaration fautive ou irrégulière pourra faire l'objet d'un traitement spécifique destiné à prévenir la fraude. L'ensemble de ces données peut donner lieu à l'exercice du droit d'accès, de rectification et d'opposition pour motif légitime, dans les conditions et limites prévues par les articles 38, 39 et 40 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée. À cet effet, l'Adhérent peut obtenir une copie des données personnelles le concernant en s'adressant à CARDIF - Service qualité réclamations - Prévoyance - SH 123 - 8, rue du Port, 92728 Nanterre Cedex et, en joignant à sa demande la copie d'un justificatif d'identité comportant sa signature.